(N^o 66.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

Projet de loi sur les Pensions des Ministres.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

À tous présens et à venir, Salut :

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Tout chef de département qui , depuis les événements de 1830, comptera deux années de fonctions ministérielles, aura droit à une pension de 4,000 fr.

La pension sera augmentée de 500 fr. pour chaque année ultérieure de fonctions ministérielles, et pour chaque année antérieure ou ultérieure d'autres fonctions de 1/60 du traitement qui leur est affecté.

Elle ne pourra en aucun cas dépasser le *maximum* de 6,000 fr.

ART. 2.

Le temps passé à la tête d'un département ministériel, à partir du 1^{er} octobre 1830, sera compté triple pour la liquidation des pensions.

ART. 3.

Les articles 36 à 49 inclusivement de la loi générale sur les pensions civiles, sont applicables aux pensions qui seront accordées en vertu de la présente loi.

Mandons et ordonnons, etc.

Bruxelles, le 22 Mars 1844.

Le Président de la Chambre des Représentants,

(Signé) LIEDTS.

Les Secrétaires,
(Signés) DE RENESSE.

H. M. HUVENERS.